



Déclaration liminaire de l'UNSA-Education

CSA SD 1^{er} degré du 15 février 2024

Madame la Directrice académique
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

La baisse drastique des postes alloués à notre académie de manière générale et les fermetures de classes (beaucoup trop nombreuses dans notre département) ne pourront que dégrader les conditions de la rentrée 2024.

Certes, la baisse démographique se poursuit, comme on peut le constater sur les courbes présentées par les services.

Cependant, il serait intéressant de mettre en parallèle une autre courbe, inversée celle-ci, invisible mais pourtant bien là, celle du nombre croissant d'élèves qui nécessitent une attention plus importante, élèves à besoins éducatifs particuliers, élèves en grande difficulté scolaire, élèves en grande difficulté sociale, élèves qui « débordent du cadre », élèves allophones...

Cette baisse démographique pourrait être l'occasion d'offrir un meilleur accompagnement de tous les élèves et de meilleures conditions de travail pour leurs enseignantes et enseignants.

Il ne faudrait pas négliger deux particularités propres à notre département : à la fois des écoles en zone urbaine qui nécessitent d'être en éducation prioritaire et des écoles en zones rurales, pour certaines désavantagées socialement et culturellement.

Ces particularités, elles se retrouvent aujourd'hui dans cet élan citoyen que cette carte scolaire a suscité.

Vous avez, de votre côté, Mme l'Inspectrice d'Académie, reçu des courriers d'équipes enseignantes, des élus, des parents d'élèves, peut-être des parlementaires en proie à de vives inquiétudes quant au devenir de leurs écoles.

A l'UNSA Education, si la carte scolaire se faisait par le passé quasiment uniquement en lien direct avec les écoles, nous avons vu les sollicitations arriver de toutes parts cette année.

Qu'en déduire, si ce n'est que toutes les parties en présence constatent de manière unanime la dégradation du service public d'éducation ?

Nous ne comptons plus les articles de presse qui recensent les mobilisations de parents devant les écoles, les actions pour faire entendre la voix des habitants de communes qui ne comprennent pas pourquoi on retire une classe à « leur » école alors

que les effectifs par classes mettaient les élèves dans des conditions idéales d'apprentissage, n'en déplaise à notre ancienne ministre...

Il est certain que chacun y va de sa doléance pour « sauver son école »... Mais au-delà de cela, nous voyons également apparaître une prise de conscience collective dont notre gouvernement devrait prendre bonne note et qu'il ne saurait ignorer plus longtemps ! Les usagers et usagères de notre service public d'éducation ont bien compris que la carte scolaire n'était pas qu'un « jeu » d'ouvertures et de fermetures de classes !

Sous cette baisse de moyens, ils ont bien compris qu'il n'y aurait pas assez de possibilité d'offrir des conditions d'accueil et d'enseignement à la mesure des enjeux de l'école publique républicaine, d'abonder aussi les RASED en enseignants spécialisés à dominante rééducative, qui font cruellement défaut dans nos territoires ruraux en manque de places en établissements médico-sociaux !

Alors nous ne croyons pas nous tromper, Madame l'Inspectrice d'Académie, en se faisant l'écho non seulement de notre profession, mais aussi des parents que nous avons rencontrés lors de nos échanges sur la carte scolaire : il nous faut davantage de postes pour préparer la rentrée scolaire 2024 !

Et nous savons d'ores et déjà, Madame l'Inspectrice d'Académie, que vous saurez vous faire le relais de cette demande forte de nos collègues, des parents d'élèves et de nos élus, au nom du service public d'éducation.

Merci de votre attention.